



## DÉCISION N°155 DU 9 DÉCEMBRE 2025

### Marché n° 2024-018-001 – Maîtrise d'œuvre pour la réfection de l'ALSH de Richebourg : Avenant n°2

#### Le Président,

Adainville

Bazainville

Boinvilliers

Boissets

Bourdonné

Boutigny-Prouais

Civry-la-Forêt

Condé-sur-Vesgre

Courgent

Dammartin-en-Serve

Dannemarie

Fliris-Neuve-Église

Goussainville

Grandchamp

Gressey

Havelu

Houdan

La Hauteville

Le Tartre-Gaudran

Longnes

Maulette

Mondreville

Montchauvet

Mulcent

Orgerus

Orvilliers

Osmoy

Prunay-le-Temple

Richebourg

Rosay

Septeuil

Saint-Lubin-de-la-Haye

Saint-Martin-des-Champs

Tacoignières

Tilly

Villette

**Vu** le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.5211-9, L.5211-10 et L.5216-1 et suivants ;

**Vu** le Code de la commande publique ;

**Vu** l'arrêté inter préfectoral n°97/19/DAD des 23 et 30 décembre 1997 portant création de la Communauté de Communes du Pays Houdanais (CCPH) entre les communes de Bazainville, Boissets, Civry-la-Forêt, Gressey, Houdan, Richebourg, Tacoignières (Yvelines) et Boutigny-Prouais, Champagne et Goussainville (Eure-et-Loir) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°78-2022-02-24-00002 en date du 24 février 2022, portant modification des statuts de la Communauté de Communes du Pays Houdanais, conformément à l'article L.5211-5-1 du Code général des collectivités territoriales ;

**Vu** la délibération n°24/2020 en date du 15 juillet 2020 relative à l'élection du Président de la CC Pays Houdanais ;

**Vu** le 1° de l'article 2 de la délibération n°17/2022 du 15 février 2022 donnant délégation d'attribution au Président de la Communauté de Communes du Pays Houdanais (CCPH), pour la durée de son mandat, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et services (y compris prestations intellectuelles, maîtrise d'œuvre et TIC) dont le montant global initial est inférieur aux seuils de procédure formalisée, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

**Vu** le marché n° 2024-018-001 relatif la maîtrise d'œuvre pour la réfection de l'ALSH de Richebourg notifié, le 28 décembre 2024 au groupement conjoint AAMM / ITEC FLUIDES un taux de rémunération de 11,6 % soit une rémunération forfaitaire prévisionnelle de 37 700 € HT ;

**Vu** l'avenant n°1 du 23 septembre 2025 supprimant la clause de retenue de garantie du marché sans incidence financière ;

**Vu** le projet d'avenant n°2 ;

**Considérant** que dans le cadre des travaux de rénovation de l'ALSH de Richebourg, la réfection des sols souples est nécessaire, constituant un ajout de travaux au marché principal pour un montant de 14 109,21 € HT ;

**Considérant** qu'en réponse à la sollicitation de la CCPH, le groupement AAMM / ITEC FLUIDES a confirmé par courriel du 4 décembre 2025 à 11h42 qu'il ne demandait pas d'honoraires supplémentaires pour la réalisation de cette prestation ;

**Considérant** que par conséquent que l'avenant n°2, visant à encadrer techniquement l'exécution de ces travaux supplémentaires, n'entraîne aucune modification de la rémunération forfaitaire prévisionnelle de la maîtrise d'œuvre.

#### DÉCIDE :

Accusé de réception en préfecture  
078-247800550-20251209-155-AR  
Date de télétransmission : 09/12/2025  
Date de réception préfecture : 09/12/2025

COMMUNAUTÉ  
DE COMMUNES  
PAYS HOUDANAIS

22, porte d'Épernon  
CS 00050  
78550 Maulette

T. 01 30 46 82 80  
F. 01 30 46 15 75

[ccph@cc-payshoudanais.fr](mailto:ccph@cc-payshoudanais.fr)

[www.cc-payshoudanais.fr](http://www.cc-payshoudanais.fr)



**ARTICLE 1** : De conclure et signer l'**avenant n°2** au marché n°**2024-018-001** - Maîtrise d'œuvre pour la réfection de l'ALSH de Richebourg avec le groupement conjoint **ATELIER D'ARCHITECTURE MOURIES MARTIN – Mandataire** du groupement (sise 6 rue de la Croix de la Barre 78550 RICHEBOURG et ayant pour numéro SIRET 530 789 577 00018) et la société **ITEC FLUIDES** (sise 9 rue de la Lagune 44860 PONT-SAINT-MARTIN, et ayant pour numéro de SIRET : 434 967 840 00076), **sans incidence financière**.

**ARTICLE 2** : D'autoriser le Président, ou son représentant, à signer ledit avenant visé à l'article 1.

**ARTICLE 3** : Madame la Directrice Générale des Services et Madame la Trésorière sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision, dont copie sera transmise au contrôle de légalité.

Fait à MAULETTE, le 9 décembre 2025



  
Le Président,  
Jean-Marie TÉTART

**Publiée sur le site internet de la CCPH le : -9 DEC. 2025**

*La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou notification et de sa transmission au contrôle de légalité, l'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de la réception du recours équivaut par principe, et sauf exceptions, à une décision implicite de rejet en application de l'article L.411-7 du Code des relations entre le public et l'administration, et d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Versailles, notamment par voie électronique via l'application « télérecours citoyen » accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou notification et de sa transmission au contrôle de légalité, ou à compter de la réponse explicite ou implicite du Président si un recours gracieux a été préalablement exercé, notamment dans les cas où un recours administratif préalable est obligatoire.*